

Où va la crise ?

lundi 13 octobre 2008, par [HUSSON Michel](#) (Date de rédaction antérieure : 11 octobre 2008).

Sommaire

- [Une crise à plusieurs étages](#)
- [Politiques néo-libérales \(...\)](#)
- [Une crise mondiale](#)
- [La trajectoire de la crise](#)
- [Les enjeux sociaux](#)

Face au séisme actuel et au délire des marchés, un peu de recul est nécessaire pour comprendre les racines sociales de la crise. C'est d'autant plus nécessaire que les enjeux sociaux de la récession qui vient sont considérables.

Une crise à plusieurs étages

La crise actuelle n'est pas qu'une crise financière. Elle combine différents éléments qu'il faut prendre dans leur totalité pour en comprendre la profondeur. Pour aller à l'essentiel, c'est une crise qui touche aux fondements mêmes du capitalisme. Tout commence avec le grand tournant des années 80, marqué à l'intérieur de chaque grand pays capitaliste par une dégradation du rapport de forces entre capital et travail au détriment des salariés. Un nouveau mode de répartition se met en place qui s'appuie sur la baisse tendancielle de la part des richesses produites revenant aux salariés [1]. Le taux de profit se rétablit mais ne conduit pas à une augmentation comparable du taux d'accumulation [2]. Autrement dit, la part du profit non investi s'accroît et engendre un flux permanent de « capitaux libres » prenant la forme d'actifs financiers à la recherche d'une rentabilité maximale.

La mondialisation a renforcé ce processus : la liberté de circulation des capitaux, la déréglementation bancaire, le recours aux délocalisations, ont permis d'aggraver la pression sur les salaires. En revendiquant une hyper-rentabilité maximale, la finance impose ses critères et réduit les projets d'investissement considérés comme suffisamment rentables.

Une première interprétation consiste à distinguer le « bon » capitalisme productif du « mauvais » capitalisme financier. La finance est alors présentée comme un parasite, une excroissance, qu'il suffirait d'éliminer ou de « réguler » pour revenir à un fonctionnement « normal » du capitalisme. Nous pensons au contraire que le capitalisme contemporain est un « pur capitalisme

» en ce sens que la finance n'est pas une distorsion mais au contraire le moyen pour qu'il fonctionne pleinement selon ses propres critères : l'essence du capitalisme est toujours la recherche d'un profit maximum qui passe par l'exploitation des travailleurs et il a toujours eu comme vocation de s'étendre à l'ensemble du monde. Mais le roi est nu : le capitalisme préfère ne pas répondre aux besoins sociaux insuffisamment rentables plutôt que de risquer de voir baisser le taux de profit.

La crise financière résulte au fond d'une revendication impossible du capital, celle d'obtenir pour l'ensemble des capitaux investis une rentabilité alignée sur les rendements que les actifs financiers procurent sur certains segments. Mais la loi de la valeur intervient périodiquement pour rappeler que le volume des richesses produites est borné par l'extraction de plus-value, bref qu'on ne peut pas distribuer plus de richesses qu'on en produit. Les actifs financiers ne sont au fond que des droits de tirage sur la plus-value. Leur valeur nominale est en un sens virtuelle car seule compte l'épreuve de leur conversion en biens réels, ce qu'en paraphrasant Marx, on pourrait appeler le grand saut périlleux du monde du capital fictif dans celui de la marchandise.

Tout ceci n'a rien d'abstrait et correspond à l'expérience qu'ont déjà connue et risquent de connaître à nouveau les salariés dont les retraites dépendent du destin des fonds de pension. Pour eux, le saut périlleux se fait quand ils font valoir leurs droits à la retraite et découvrent que leur niveau réel dépend des cours de Bourse du jour. Une analyse récente nous apprend ainsi qu'au cours des quinze derniers mois, la crise financière a entraîné aux Etats-Unis une perte de 2000 milliards de dollars pour les fonds de pension [3].

Politiques néo-libérales et « techniques » financières

Pour que la bulle puisse prendre son essor, les capitaux disponibles ne suffisent pas ; il faut aussi que la réglementation n'y fasse pas obstacle. Or, elle a été tournée par des décisions d'ordre politique et par la mise en œuvre d'innovations financières sophistiquées et de pratiques de plus en plus opaques. On peut citer l'effet de levier qui permet de démultiplier la somme dont une institution financière dispose initialement. Les produits dérivés permettent des opérations compliquées d'achat et de vente à terme. Les banques peuvent se débarrasser de leurs créances douteuses en les plaçant avec d'autres dans une sorte de pochette-surprise qui peut ensuite être vendue sous forme de titre (d'où le terme de titrisation). Le risque attaché aux différentes créances se met à circuler et ne fait plus partie du bilan, échappant ainsi aux règles prudentielles qui imposent une certaine proportion de fonds propres.

La crise des *subprimes* a éclaté sur un segment relativement étroit, celui des prêts consentis à des ménages pauvres et garantis par la maison qu'ils achetaient. Ces contrats étaient de véritables escroqueries puisque les banques savaient pertinemment qu'ils ne seraient pas remboursés. Mais la

titrisation permettait de s'en débarrasser. Le retournement du marché immobilier a coïncidé avec les premières faillites de ménages : la vente des maisons sur lesquelles étaient gagées ces créances pourries n'était plus possible, ou à un prix qui ne couvrait plus le crédit initial. La crise immobilière a ensuite déclenché une réaction en chaîne : les banques ont découvert leurs pertes l'une après l'autre, ont été progressivement dans l'incapacité d'obtenir de nouvelles sources de financement pour couvrir ces pertes. Pour enrayer une série de faillites en cascade, les Banques centrales et les gouvernements ont injecté de l'argent ou « nationalisé » une partie des banques.

Une crise mondiale

Déréglementation, mondialisation et financiarisation vont de pair. Ce qu'il y a de nouveau dans la phase actuelle de la mondialisation, c'est qu'elle concerne la production qui se fait à cheval sur plusieurs pays ou continents et qu'elle met directement en concurrence les salariés du monde entier. Cela suppose une liberté totale de circulation des capitaux dont l'un des aspects est la déréglementation qui leur permet effectivement d'aller et de venir à leur guise. La financiarisation décuple les effets classiques de la concurrence en permettant aux capitaux « libres » de faire pression pour atteindre la rentabilité maximale.

Cette crise est la première à revêtir un caractère mondial. Elle a cependant pris naissance au sein de l'économie la plus puissante et on peut affirmer qu'elle marque la fin d'un modèle. Depuis au moins quinze ans, la croissance des Etats-Unis était en effet fondée sur une tendance à la surconsommation financée par le reste du monde. A l'intérieur, le taux d'épargne des ménages baisse constamment depuis une dizaine d'années et il est aujourd'hui à peu près nul. Ce dynamisme de la consommation était de surcroît renforcé par l'endettement. Cette configuration se solde sur le déficit commercial qui s'est creusé à proportion de cette surconsommation. Le modèle ne pouvait tenir qu'à la condition que le déficit soit financé par des entrées de capitaux en provenance des pays à excédent (pays émergents et/ou producteurs de pétrole) [4].

On constate que le modèle US repose sur une double imbrication de la finance et de l'économie réelle. A l'intérieur, c'est le crédit hypothécaire et l'enrichissement patrimonial qui ont tiré la consommation ; à l'extérieur, ce sont les capitaux qui l'ont financé. Ce modèle n'était pas soutenable, comme le montraient aux Etats-Unis mêmes des économistes simplement lucides. Il n'a pu se maintenir aussi longtemps que par une véritable fuite en avant qui explique l'ampleur de la crise actuelle. La précédente a été l'éclatement de la « bulle Internet » en 2000. Ce choc considérable a été amorti par un ensemble de mesures dont les principales ont été l'augmentation des dépenses militaires et la baisse du dollar. D'une certaine manière, les facteurs de domination politique et militaire des Etats-Unis venaient se substituer à une domination strictement économique en perte de vitesse.

Ce modèle ne peut plus fonctionner, et il n'y a pas à horizon prévisible de modèle de rechange. L'une des lignes de force de la période ouverte par la crise est alors la suivante : faute de pouvoir rééquilibrer leur modèle de croissance, les Etats-Unis vont chercher à reporter sur le reste du monde les coûts d'une incertaine transition. C'est sur le cours du dollar que vont se cristalliser les tensions prévisibles, parce que sa baisse risque de peser sur l'activité économique en Europe et de décourager l'afflux de capitaux qui reste nécessaire. Il est difficile de mieux préciser les contours de cet « ajustement » mais il est sûr que l'évolution économique mondiale sera en grande partie déterminée par les mesures prises aux Etats-Unis pour imposer au reste du monde les coûts de la sauvegarde de leur domination.

La trajectoire de la crise

Au moment où ces lignes sont écrites (11 Octobre), la situation est une véritable débâcle, puisque la chute des cours boursiers n'a pu être enrayée par une longue série de mesures et de prises de position sans précédent : le plan Paulson a été voté, des sommes considérables ont été injectées, des nationalisations partielles sont intervenues, et les principales banques centrales ont de manière coordonnée baissé leur taux d'intérêt d'un demi-point. Que tout ceci soit resté n'est pas facile à expliquer. On assiste sans doute à un bras de fer entre les autorités et un certain nombre d'intervenants qui en veulent encore plus sous forme d'argent frais ou de reprise de leurs actifs pourris. Certaines banques tablent probablement sur la possibilité d'en racheter d'autres à un prix encore plus bradé.

Mais le panorama général est celui d'une véritable panique qui gagne les dirigeants. Que Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne, ait pu s'adresser aux marchés en leur disant « reprenez vos esprits » en dit long sur cet état de désarroi qui n'est pas feint. Mais il y a quelque chose de rationnel dans cette panique, c'est l'intuition que derrière la crise financière se dessine une véritable crise économique. C'est probablement le fait que la récession a déjà pris le relais du krach boursier qui fait obstacle à une sortie de la crise financière que l'on pouvait raisonnablement attendre compte tenu de l'ampleur des différents plans de sauvegarde.

Le spectre de 1929 est en train de réapparaître. Jusque là, beaucoup d'observateurs pouvaient à juste titre souligner la différence avec 1929 : les gouvernements et les autorités financières avaient cette fois pris la mesure de la crise et leur intervention empêcherait qu'elle suive le même scénario qu'en 1929. Ce n'était pas faux, mais l'incapacité de ces interventions à mordre sur la situation et à faire repartir les Bourses à la hausse conduit à changer de perspective.

Ce qui est dorénavant à l'ordre du jour, c'est la récession économique tout court. Le FMI vient de réviser en baisse ses prévisions [5] : en 2009, la croissance serait à peu près nulle (0,5 %) dans les pays développés après un fort ralentissement en 2008 (1,5 %). La croissance mondiale, soutenue par les pays émergents et en développement ralentirait à 3 %. Pour le FMI,

« la reprise n'est pas encore en vue » et ne pourra être que « *graduelle quand elle arrivera* ». Un tel scénario est qualitativement le seul que l'on puisse avancer. Il arrivera bien un moment où les Bourses vont toucher le fond et commencer à remonter, sans que l'on puisse dire aujourd'hui quel est le degré nécessaire d'intervention publique qui sera nécessaire. Mais la sortie de la crise financière sera, et est déjà, extrêmement coûteuse et la récession prendra immédiatement le relais. C'est le credit crunch (personne ne veut plus prêter à personne) qui assure l'interface entre les deux crises. Les restrictions de crédit aux ménages s'ajoutent à la baisse du pouvoir d'achat, l'activité des entreprises est bloquée par le manque de crédit, et ce phénomène touche en ce moment des géants industriels comme Ford ou General Motors, déjà menacés par la chute de leurs ventes.

Contrairement à d'autres épisodes similaires mais de moindre ampleur, le retour à la normale prendra un temps proportionnel aux sommes englouties, et le plus probable est un scénario à la japonaise. La crise bancaire et immobilière du début des années 1990 avait débouché sur une décennie de croissance à peu près nulle de l'économie japonaise. A cette différence près cependant : on avait pu invoquer dans le cas japonais des erreurs de politique économique, alors que le facteur principal de blocage sera la difficulté de définir une configuration cohérente de l'économie mondiale. La crise est en effet une crise structurelle qui rend impossible le retour aux modèles de croissance suivis par les Etats-Unis et l'Union européenne et même, à un horizon plus incertain, par la Chine.

Les enjeux sociaux

Une grande incertitude pèse donc sur la trajectoire de l'économie mondiale. Mais une chose est sûre

: les classes dominantes vont tout faire pour reporter les effets de la crise sur les salariés et sur la majorité de la population. La facture de la crise financière et la récession vont se combiner pour peser sur l'emploi, le pouvoir d'achat et sur les budgets sociaux. Pour empêcher les capitalistes de rétablir leurs profits au détriment du bien-être social, il existe alors deux principaux axes de riposte.

Le premier est la nationalisation intégrale des banques et des assurances. Il ne s'agit pas ici de faire de la surenchère mais d'apporter une réponse simplement cohérente à la crise financière. L'argent public des différents plans de sauvegarde risque de ne servir qu'à racheter les titres « toxiques » qui ont déclenché la crise. Il serait trop facile que les banques et autres institutions financières voient leurs pertes couvertes par des fonds publics tout en conservant leurs profits. Or, c'est bien la fonction, par exemple, du plan Paulson aux Etats-Unis, comme le montre un économiste de banque français, peu suspect d'anticapitalisme [6].

Une nationalisation qui ne soit pas partielle et ne se limite pas à des prises de participation provisoires permettrait seule de vraiment « ouvrir les livres de compte », de consolider les créances croisées, de sauver les

victimes de l'escroquerie dessubprimes plutôt que de préserver les profits bancaires. Les avocats de la finance reconvertis n'ont qu'un mot à la bouche, celui de régulation. Mais les régulations qui existaient ont toutes été tournées par des innovations financières de plus en plus sophistiquées et il n'existe pas d'autorité pour les faire appliquer au niveau mondial. Il faut évidemment soutenir des mesures comme l'interdiction des paradis fiscaux mais on ne peut faire confiance aux autorités monétaires pour réguler durablement la finance.

Outre la maîtrise qu'elle permet, cette nationalisation devrait déboucher sur la création d'un pôle financier public, reconnaissant ainsi que le crédit et l'assurance relèvent du service public. La crise actuelle a démontré que la finance privée conduit à la catastrophe sociale. Reste en somme à réhabiliter l'idée d'un crédit durablement nationalisé, ce qui n'est possible que si est mise en place une gestion démocratique plaçant le crédit au service des priorités sociales.

Le second axe porte sur la répartition des richesses et repose sur une idée simple. S'il y a récession, il serait intolérable que les salariés subissent une nouvelle dégradation de leur situation, uniquement pour que les entreprises puissent continuer à verser des dividendes. Le moyen le plus lisible d'affirmer cette exigence est de proposer un plan de transfert des dividendes vers un fonds pour l'emploi et les salaires, géré lui aussi sous contrôle des travailleurs. Dans le même temps, et il s'agit d'une mesure d'urgence minimale, le maintien du pouvoir d'achat devrait être garanti par l'échelle mobile des salaires, autrement dit par leur indexation sur les prix.

Dans les deux cas, un principe essentiel doit être défendu, c'est celui du contrôle démocratique. Il correspond à l'idée parfaitement légitime selon laquelle les salariés n'ont pas à faire les frais du sauvetage du capitalisme et qu'ils doivent donc avoir un droit de regard sur les mesures prises et sur la répartition des richesses. La crise du capitalisme n'implique pas mécaniquement un meilleur rapport de forces en faveur des travailleurs ; elle a au contraire toutes les chances d'être le prétexte à de nouveaux reculs sociaux. Mais la déconfiture du système ouvre en même temps un espace nouveau aux luttes sociales qui seront d'autant plus victorieuses et porteuses d'avenir qu'elles prendront une dimension anticapitaliste affirmée.

P.-S.

* Publié sur le site de Michel Husson. A paraître dans Les cahiers du socialisme (Québec).

Notes

[1] Michel Husson, « La hausse tendancielle du taux d'exploitation », *Inprecor* n°534-535, janvier-février 2008.

[2] Michel Husson, « Le taux d'accumulation ne suit plus le taux de profit », *notehussonet* n°2, 25 septembre 2008.

[3] Peter Orszag, « Effects of financial market turmoil on pensions », 7 octobre 2008.

[4] Michel Husson, « Etats-Unis : la fin d'un modèle », La Brèche n°3, 2008.

[5] FMI, World Economic Outlook, October 2008.

[6] Patrick Artus, « Le but ultime du plan de sauvetage des banques aux Etats-Unis s'il est mis en place : redonner de la rentabilité aux banques », Natixis, Special report n°97, 26 septembre 2008.